

Invité du journaliste français Christophe Boisbouvier sur RFI le 22 janvier dernier, le Cardinal Christian Tumi avait appelé le pouvoir de Yaoundé à ouvrir dans l'urgence un dialogue dans la perspective de trouver les solutions à la crise qui fragilise les régions anglophones du Cameroun novembre 2016.

Notre rédaction vous propose ci-dessous l'intégralité de cet entretien

RFI : Comprenez-vous le malaise en zone anglophone ?

Monseigneur Christian Tumi : J'essaie de comprendre ce qui se passe parce que j'ai passé presque trente ans de ma vie de prêtre et évêque au Cameroun francophone et je suis originaire du Cameroun anglophone. J'essaie de comprendre les deux côtés. C'est maintenant la jeunesse, qui n'était pas encore sensibilisée à la réunification, commence à protester sur les conditions de travail, les conditions de vivre ensemble, et ils veulent qu'on retourne où on était au début de la réunification, c'est-à-dire au fédéralisme. Le pouvoir central ne veut plus de cela. Donc c'est là où nous sommes et il y a la tension, la tension...

Ce problème, ce malaise est très profond, très ancré. Pourquoi y a-t-il cette crise aujourd'hui ?

Il semblerait, du point de vue des avocats, des juristes anglophones, que le Common Law n'est pas appliqué. Que par exemple, au Cameroun anglophone, on peut avoir des juges qui ne connaissent pas l'anglais et qui rendent leur jugement en français. Les gens ne comprennent rien. Prenons par exemple là où je me trouve, le préfet, le sous-préfet et le premier adjoint sont tous francophones, dans une région qui est peuplée à 99% d'anglophones.

C'est pareil à l'école ?

Tout n'est pas en français, mais par exemple, il y a des professeurs du Cameroun francophone qui enseignent au Cameroun anglophone, sans avoir une maîtrise de l'anglais ; et vice-versa aussi. Ils disent qu'il faut qu'on réforme le système éducatif.

La réponse de Yaoundé, c'est là fermeté ?

C'est dommage. Je suis contre toute interdiction. Tout le monde a quelque chose à dire, il faut les écouter. Il n'y a personne qui aime ce pays plus que d'autres, parmi les Camerounais. Même si les autres préfèrent un fédéralisme, qu'on en parle, pour voir ce qu'il y a de mieux

pour tout le monde. Quand on réprime, ce n'est pas une solution. Il faut essayer de les convaincre, même s'il y a au noyau qui va à l'extrême pour demander la séparation totale. Les extrémistes, il y en aura toujours. Mais la majorité des anglophones veulent qu'on retourne là où on était, c'est-à-dire au fédéralisme. Ils ne veulent pas la séparation, pas du tout.

« Ni fédéralisme ni sécession », a dit Issa Tchiroma Bakary, le porte-parole du gouvernement.

L'autorité centrale du Cameroun dit « le Cameroun reste un et indivisible », mais l'argument des anglophones, c'est la séparation qui est une division, le fédéralisme n'est pas une division d'un pays. Le système actuel est en train de montrer ses défauts, en ce qui concerne les corruptions, partout. L'actuel système n'est pas le seul non plus. Nous voyons les exemples dans le monde où des Etats fédérés marchent, progressent bien.

Un fait peu commun, même l'Union africaine s'inquiète de la situation ?

Vous êtes inquiet en ce moment de la tournure des événements ? Nous sommes très inquiets parce qu'ils sont tellement convaincus. On va vivre sous tension jusqu'à quand ? Il faut qu'il y ait un dialogue parce que les anglophones sont aussi des Camerounais. Avec la violence, on ne construit rien, rien du tout.
